

Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rapports du commissaire aux comptes

Assemblée générale d'approbation des comptes

de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Association MAHJ

71 rue du Temple
75003 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Aux membres de l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association du Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur l'application constante du traitement dérogatoire des financements des acquisitions d'œuvres d'art exposé au paragraphe « subventions d'investissement » de l'annexe et sur les process mis en œuvre par l'association pour déterminer les provisions pour risques et charges et les fonds dédiés constatés à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

ASSOCIATION MAHJ

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels. Exercice clos le 31 décembre 2024

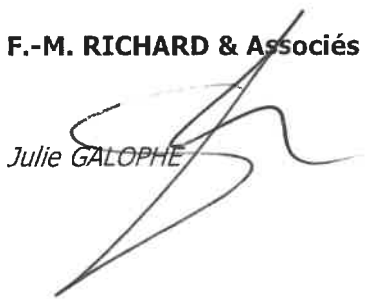
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 27 mai 2025

Le commissaire aux comptes

F.-M. RICHARD & Associés

Julie GALOPHE



Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	141 667	101 963	39 703	74 943
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	821 755	814 107	7 647	11 950
Installations techniques, matériel et outillages industriels	756 442	677 702	78 740	80 645
Autres immobilisations corporelles	1 795 495	788 451	1 007 044	1 022 238
Immobilisations corporelles en cours	2 425		2 425	
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 095		1 095	1 095
TOTAL I	3 518 878	2 382 224	1 136 655	1 190 871
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours	208 426	146 775	61 651	74 588
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	24 361	15 238	9 123	17 108
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	363 348		363 348	426 010
Valeurs mobilières de placement	27 228		27 228	26 760
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 300 363		3 300 363	3 275 122
Charges constatées d'avance	75 841		75 841	99 457
TOTAL III	3 999 568	162 013	3 837 555	3 919 045
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	7 518 446	2 544 237	4 974 209	5 109 916

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	304 662	304 662
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	85 000	85 000
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	2 636 197	2 730 842
Excédent ou déficit de l'exercice	-325 979	-94 644
Situation nette	2 699 880	3 025 859
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	878 919	853 919
Provisions réglementées		
TOTAL I	3 578 799	3 879 778
Comptes de liaison		
II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	48 226	92 628
TOTAL III	48 226	92 628
Provisions		
Provisions pour risques	150 000	
Provisions pour charges		
TOTAL IV	150 000	
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	325	
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	367 262	361 863
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	624 155	735 289
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	57 942	40 358
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	147 500	
TOTAL V	1 197 185	1 137 510
Écarts de conversion passif		
VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	4 974 209	5 109 916

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	503 621	475 618
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	670 805	948 080
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 614 120	4 404 414
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	7 002	
Mécénats	290 535	375 536
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	-1	1 845
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	14 076	29 558
Utilisations des fonds dédiés	44 402	55 094
Autres produits	641	15 536
TOTAL I	6 145 202	6 305 682
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	280 557	292 971
Variation de stocks	23 413	2 462
Autres achats et charges externes	2 475 609	2 537 861
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	256 382	208 025
Salaires et traitements	2 083 816	2 188 930
Charges sociales	1 006 304	923 463
Dotations aux amortissements et dépréciations	128 408	120 894
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	125 165	179 619
TOTAL II	6 379 654	6 454 224
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-234 452	-148 542
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	76 110	72 193
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change	56	56
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	76 166	72 250
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	74	1 637
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	74	1 637
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	76 092	70 612
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-158 360	-77 929

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	150 000	
TOTAL VI	150 000	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-150 000	
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	17 619	16 715
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	6 221 367	6 377 932
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	6 547 347	6 472 576
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-325 979	-94 644

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature	1 664 100	1 717 327
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	1 664 100	1 717 327
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	1 664 100	1 717 327
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	1 664 100	1 717 327

Annexe

Faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2024 est marquée par l'absence de programmation d'une exposition majeure dans le corps de logis durant la période de mai à septembre, diminuant ainsi l'attractivité du musée, et par des dépenses de fonctionnement et de production toujours en hausse. Ainsi, l'année 2024 se traduit donc, pour la troisième année consécutive, par un déficit.

La programmation, en cette année olympique, reposait sur la fin de la présentation, dans le corps de logis, de l'exposition « Joann Sfar. La vie dessinée » jusqu'au 12 mai à laquelle a succédé, le 26 septembre, l'exposition « Le Dibbouk. Fantôme du monde disparu ». Dans le foyer, après « Salonique, Jérusalem des Balkans, 1870-1920 » dont la présentation s'est achevée le 21 avril, ont été présentées successivement les expositions « André Steiner. Entre dépassement et désir » et « Paula Padani. La danse migrante, Hambourg, Tel-Aviv, Paris ». Le parcours permanent a présenté jusqu'au 3 décembre les accrochages « L'enfant Didi », itinéraire d'une œuvre spoliée de Chana Orloff, 1921-2023 » et le « Fonds Paul Rosenberg. Les années parisiennes » de Raphael Denis. Dans les salles Présences juives dans l'art du 20^e siècle, était présenté l'accrochage « Nouvelles venues » et dans la galerie contemporaine, l'œuvre de Jérôme Zonder « Un petit chemin », inaugurée à l'occasion de la Nuit blanche.

La fréquentation a également reposé sur la programmation de l'auditorium et des activités de médiation, d'éducation artistique et culturelle.

Au total, le musée a accueilli 100 271 visiteurs en 2024 en 308 jours d'ouverture (contre 110 486 en 2023 avec également 310 jours d'ouverture), soit une baisse de 9 % avec un niveau de fréquentation payante en légère baisse à 47 %. Au 31 décembre, 1760 personnes avaient souscrit une adhésion aux Amis du mahJ contre 1687, soit une hausse de 4 % par rapport à 2023.

Le montant des ventes de biens et prestations de services s'est porté à 1 174 426 €, en baisse de 17 % par rapport à 2023. Les recettes de location ont chuté de 41 % en raison de la période olympique et de l'impossibilité de louer la galerie contemporaine durant l'accrochage de Jérôme Zonder.

Les subventions privées, corollaires de la programmation, sont en baisse, de même que les autres subventions publiques, accompagnant la programmation des expositions, des colloques et des actions artistiques et culturelles,

Grâce à la fondation Pro mahJ, le mahJ a pu poursuivre l'enrichissement de sa collection à hauteur de 25 000 €.

Enfin, les administrateurs ont donné mandat au directeur du mahJ et à sa secrétaire générale, pour négocier l'acceptation du don de la bibliothèque Youssef Ishaghpour.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 4 974 209 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -325 979 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié par l'ANC n°2020-08 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Présentation

L'association du mahJ a été créée en 1988 par la volonté commune de la Ville de Paris et du ministère de la Culture.

Elle a pour mission de présenter les deux mille ans de vie des communautés juives de France et de les situer dans l'histoire générale du judaïsme ; de conserver, étudier, diffuser et mettre en valeur des collections muséographiques, publiques ou privées, des fonds d'archives et de documentation se rapportant à l'art et à l'histoire des juifs ; de rendre ses collections accessibles au public le plus large ; d'organiser la diffusion et la rencontre de toutes formes d'expressions artistiques se rapportant à la culture juive dans sa diversité ; de concevoir et mettre en oeuvre des actions d'éducation propres à faire connaître les cultures juives.

Le musée que gère l'association se conformera aux dispositions applicables aux musées de France telles que définies aux articles L. 441-1 et suivants du code du patrimoine.

Les collections acquises par le musée, à titre gracieux ou onéreux, sont imprescriptibles et inaliénables.

Les conditions de mise en oeuvre de ces missions font l'objet d'une convention passée entre l'association, l'Etat représenté par le ministre chargé de la culture, et la ville de Paris le 22 novembre 1989. A ce titre, la Ville de Paris et l'Etat-ministère de la Culture verse au musée, chaque année, une subvention d'un même montant.

Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation.

Les durées d'amortissement les plus généralement retenues sont les suivantes :

• Logiciels	1 an,
• Matériel et outillages	3 à 10 ans,
• Agencements et aménagements	5 à 10 ans,
• Mobilier de bureau et informatique	3 à 5 ans,
• Mobilier	5 à 10 ans,

Oeuvres d'art

Depuis le 1er janvier 2016, conformément à l'avis n°2009-17 du collège du conseil national de la comptabilité, les acquisitions d'œuvre d'art sont comptabilisées à l'actif.

Les œuvres d'art sont évaluées de la manière suivante, à l'entrée dans le patrimoine :

- les œuvres acquises à titre onéreux sont comptabilisées à leur coût d'acquisition,
 - les œuvres acquises à titre gratuit sont comptabilisées à leur valeur estimée lors de la remise au musée et de son entrée en collection ; cette évaluation devra correspondre à la valeur vénale de l'œuvre, c'est-à-dire le montant qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de sa vente lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie. En l'absence de documentation probante, la valeur de l'œuvre est retenue pour l'euro symbolique, dans les comptes de l'association.

La durée d'utilisation d'une œuvre d'art, inaliénable et imprescriptible, étant illimitée et à ce titre indéterminable, aucun amortissement ne pourra être pris en compte. Cependant, dans les cas de déclassement ou de détérioration partielle ou totale d'une œuvre, une dépréciation pourra être constatée.

Le musée peut bénéficier de financement pour l'acquisitions de ces œuvres d'art.

Les œuvres d'art n'étant pas amortissables, ce financement est constaté au passif en subvention d'investissement (cf. paragraphe dédié). Il ne transitera dans le résultat du musée (partiellement ou totalement) qu'en cas de dépréciation de l'œuvre ou en cas de cession.

Placements financiers

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Le portefeuille est uniquement composé de livrets.

Les placements au 31 décembre 2024 sont les suivants :

Titres	Nature	Valeurs comptables	Valeur liquidative	Produits à recevoir
Capital liberté 6 mois	Instrument de trésorerie	27 228	27 228	
Compte sur livret	Livret d'épargne	1 767 975	1 767 975	59 554
Livret association	Livret d'épargne	677 238	677 238	
Livret A Sup Association	Livret d'épargne	204 268	204 268	
Total		2 676 709	2 676 709	59 554

Stocks

Les stocks de catalogues, cartes postales, livres et produits dérivés ont été évalués à leur coût d'acquisition. Ces éléments ont été dépréciés pour tenir compte du risque de mévente à la date de clôture.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions et financements à recevoir.

Opérations en devises

Les charges en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

Charges et produits constatés d'avance

Les charges et produits constatés d'avance ne sont composés que de charges et recettes ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.
Il s'agit principalement des dépenses de fonctionnement et des charges et recettes liées à des expositions inscrites dans une programmation future.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Conformément au règlement ANC 2018-06, les subventions et financements d'investissement octroyés à l'association pour l'acquisition d'immobilisations affectées à un projet défini sont constatées en fonds dédiés. Ces fonds sont repris au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans un compte "789000".

De façon dérogatoire au règlement ANC2018-06, les financements reçus pour l'achat d'œuvres d'arts restent inscrits en subventions d'investissement et non en fonds dédiés. Ce traitement apparaît plus pertinent compte tenu de la nature des biens financés et de leur caractère non amortissable. Une inscription en fonds dédiés ne permettrait pas de traduire l'utilisation effective des financements à la clôture ni leur nature de quasi-fonds propres.

En 2024, le musée a bénéficié d'allocations de fonds de dotation et de fondations pour un montant de 25 000 euros pour le financement d'achats d'œuvres d'art.

Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont déterminées en application du règlement CRC 00-06. De ce fait, seuls les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture sont provisionnés.
Une provision de 150 000€ a été constituée pour faire face à des litiges sociaux.

Engagements de départ à la retraite

L'engagement de l'association au titre des indemnités de fin de carrière a été évalué au 31 décembre 2024, à 249 046 euros.

Cet engagement a été valorisé en considérant un départ volontaire à 65 ans pour l'ensemble des salariés sur la base des dispositions prévues par la convention collective de l'animation. L'augmentation moyenne des salaires retenue est 2%, le taux de charges sociales et fiscales est de 38 % et le taux d'actualisation de 3,38 %.

La probabilité de présence dans l'entreprise a été évaluée selon les règles suivantes :

Age au 31/12/N	Taux de présence
Si plus de 50 ans	0.8
Si de 40 à 50 ans	0.5
Si moins de 40 ans	0.3
Si service de sécurité	0.0

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à 48 226 euros, et sont constitués principalement de fonds pour le financement des investissements.

Contributions volontaires en nature

Les administrateurs du MAHJ sont tous bénévoles. Par conséquent, ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat.

L'association a bénéficié en 2024 de l'aide de treize bénévoles, qui interviennent auprès du service éducation et médiation, celui de la bibliothèque et des archives ainsi que pour l'organisation des Journées européennes de la culture juive.

L'organisation actuelle du bénévolat ne permet pas de disposer d'une évaluation financière suffisamment précise. Cette contribution n'est donc pas comptabiliser dans les comptes de l'association, sans ce que cela ait un impact sur le résultat comptable s'agissant d'un don en nature.

Le musée reçoit régulièrement des dons en oeuvres d'art, qui deviennent inaliénables et incessibles.

La Ville de Paris met à disposition de l'association, les locaux de l'hôtel de Saint-Aignan. Cette contribution est évaluée et comptabilisée en pieds de compte de résultat pour 1.664.100 euros.

Régime fiscal

La gestion du MAHJ étant désintéressée, il bénéficie du régime dérogatoire exposé dans les instructions fiscales du 15 septembre 1998 et le 16 février 1999 relatives aux organismes sans but lucratif.

Les activités commerciales du MAHJ que sont les activités de la librairie et des éditions du Musée, sont sectorisées et sont assujetties aux impôts commerciaux.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2024 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 283 982 euros.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	152 347		
TOTAL	152 347		
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
Installations :			
- Générales, agencements et aménagements constructions	821 755		
- Techniques, matériel et outillage	727 467		28 975
- Générales, agencements et aménagements divers	312 424		3 336
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	561 060		8 759
Emballages récupérables et divers	884 426		25 489
Immobilisations corporelles en cours			2 425
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	3 307 132		68 984
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 095		
TOTAL	1 095		
TOTAL GÉNÉRAL	3 460 574		68 984

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	10 680		141 667	
TOTAL	10 680		141 667	
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations :				
- Gales, agencés et aménagt. const.			821 755	
- Techniques, matériel et outillage			756 442	
- Gales, agencés et aménagt. divers			315 760	
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier			569 820	
Emballages récupérables et divers			909 915	
Immobilisations corporelles en cours			2 425	
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL			3 376 117	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			1 095	
TOTAL			1 095	
TOTAL GÉNÉRAL	10 680		3 518 878	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	77 404	35 240	10 680	101 963
TOTAL	77 404	35 240	10 680	101 963
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	809 805	4 303		814 107
Installations techniques, matériel et outillage industriel	646 822	30 880		677 702
Installations générales, agencements et aménagements divers	271 121	14 814		285 935
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	464 507	37 132		501 639
Emballages récupérables et divers	44	832		876
TOTAL	2 192 299	87 961		2 280 260
TOTAL GÉNÉRAL	2 269 703	123 201	10 680	2 382 224

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES			REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges		150 000		150 000
TOTAL II		150 000		150 000

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours	157 251		10 476	146 775
Sur comptes clients	10 031	5 207		15 238
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III	167 282	5 207	10 476	162 013
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	167 282	155 207	10 476	312 013
- D'exploitation		5 207	10 476	
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles		150 000		

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 095		1 095
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	24 361	24 361	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	111	111	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	19 496	19 496	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	14 514	14 514	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	329 228	329 228	
Charges constatées d'avance	75 841	75 841	
TOTAL	464 646	463 551	1 095

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine	325	325		
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	367 262	367 262		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	221 297	221 297		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	364 918	364 918		
Impôts sur les bénéfices	17 619	17 619		
Taxe sur la valeur ajoutée	10 876	10 876		
Autres impôts, taxes et assimilés	9 445	9 445		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	57 942	57 942		
Produits constatés d'avance	147 500	147 500		
TOTAL	1 197 185	1 197 185		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	164 586	81 654
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	390 909	546 128
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	555 495	627 782

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	3 982	8 869
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	330 215	399 886
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	59 554	58 545
TOTAL	393 751	467 301

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	147 500	
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		147 500	

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	75 841	99 457
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		75 841	99 457

Recettes de l'association

Les recettes de l'association sont constituées des sources de revenus suivantes :

- Les recettes de billetterie dans le cadre des activités du musée ;
- Les ventes des services commerciaux en relation avec l'activité ;
- Les subventions de fonctionnement des tutelles,
- Le mécénat et les subventions dédiées ;
- Les dons des particuliers ;
- Tous produits résultant des activités et des prestations de l'association.

Dans tous les cas, la constatation des recettes est effective d'une part sur la base des engagements reçus pour les subventions et dons, et d'autre part, sur la base des facturations mensuelles pour la vente des billets, des livres et des produits dérivés.

Ventilation des ressources d'exploitation

Subventions d'exploitation	4 614 120
Recettes muséales	670 805
Ventes librairie et éditions	503 621
Mécénats	290 535
Dons manuels	7 002
Reprise de fonds dédiés	44 402
Frais de gestion	3 600
Reprise de dépréciation sur stocks	10 476
Autres produits	641
TOTAL	6 145 202

Tableau de subventions d'exploitations

Subventions	Accordées du 01/01/2024 au 31/12/2024 ①	Dont reçues du 01/01/2024 au 31/12/2024 ②	Comptabilisées ultérieurement ①-②
Ville de Paris	2 238 805	2 238 805	
Ministère de la Culture	2 238 808	2 238 805	3
DRAC	70 510	70 510	
DILCRA	62 000	62 000	
Divers	4 000	4 000	
TOTAL	4 614 123	4 614 120	3

Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Digitalisation des activités	18 116		18 116				
Investissements techniques	31 687		12 280			19 407	
TOTAL	49 803		30 396			19 407	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
Programmist	7 350					7 350	
Investissements techniques	571		393			178	
Investissement logiciel OA	34 903		13 613			21 290	
TOTAL	42 824		14 006			28 818	
TOTAL GÉNÉRAL	92 627		44 402			48 225	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Variations des fonds reportés

	An début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

Variation des fonds propres art.431-5
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	304 662				304 662
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	85 000				85 000
Report à nouveau	2 730 842	-94 644			2 636 197
Excédent ou déficit de l'exercice	-94 644	94 644		-325 979	-325 979
Situation nette	3 025 859			-325 979	2 699 880
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	853 919		25 000		878 919
Provisions réglementées					
TOTAL	3 879 778		25 000	-325 979	3 578 799

Commentaires : néant

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	16	
Agents de maîtrise et techniciens	19	
Employés	12	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	47	

Commentaires : néant

Etat synthétique des avantages et ressources provenant de l'étranger

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Royaume Uni	52 835
TOTAL	52 835

Commentaires : La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'entité MUSEE ART ET HISTOIRE JUDAISME établi en application de l'article 434-3 du règlement ANC N°2018-06, est mise à disposition du public au siège situé au 71 rue du temple 75003 PARIS sur demande préalable.

Association MAHJ

71 rue du Temple

75003 PARIS

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité ou leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

En application de l'article R.612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L.612-5 du Code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

ASSOCIATION MAHJ

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels. Exercice clos le 31 décembre 2024

Avec la Fondation Pro-MAHJ

▪ *Personnes concernées :*

L'association MAHJ et la Fondation Pro-MAHJ ont en commun les administrateurs suivants :

- Mme Dominique SCHNAPPER,
- Mme Perrine SIMON – NAHUM,
- M. Rémy SCHWARTZ,
- M. Adrien CIPEL.

▪ *Nature et objet :*

Contributions accordées au Musée par la Fondation :

Actions financées	Montants inscrits dans les comptes du Musée
Exposition « Le Dibbouk. Fantôme du monde disparu »	90 000 € (produits d'exploitation)
Soutien d'actions de communication	26 000 € (produits d'exploitation)
Acquisition d'œuvres	25 000 € (subvention d'investissement)
Contribution à l'exposition « Albert Dreyfus. Vérité et justice » et aux ouvrages sur Charlotte Henschel et Sonia Steinsapir.	9 970 € (produits d'exploitation)

Conventions déjà approuvées au cours d'un exercice antérieur

Nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'un exercice antérieur, se sont poursuivies au cours de l'exercice écoulé.

ASSOCIATION MAHJ

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels. Exercice clos le 31 décembre 2024

Avec la Fondation Pro-MAHJ

▪ *Nature et objet :*

La convention signée le 15 décembre 2005 vise les trois points suivants :

- La Fondation est domiciliée au Musée sans contrepartie financière.
- Le Musée assure les services administratifs de la Fondation. Dans ce cadre, le Musée facture les prestations de son personnel sur la base du temps passé et se fait rembourser les frais engagés pour le compte de la Fondation.
- Le Musée bénéficie du dépôt des œuvres de la Fondation sans contrepartie financière.

Modalités :

Au titre de 2024, les frais de personnel et les autres frais facturés par le Musée à la Fondation s'élèvent à 3 600 €.

Date d'autorisation :

Cette convention a été approuvée par le conseil d'administration du MAHJ le 15 décembre 2005.

Paris, le 27 mai 2025

Le commissaire aux comptes

F.-M. RICHARD & Associés

Julie GALOPHE

